

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 49

Excusés : 15

Absents : 8

REUNION DU 3 FEVRIER 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT, le LUNDI TROIS FEVRIER à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT JANVIER DEUX MILLE VINGT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	M. AMARI Farid, M. ARDJOUNE Madani, M. ASENSI François, M. BAILLON Jean-François,
<u>PRESENTS :</u>	Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BOUMEDJANE Karim, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROSSO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, . CHABANI Hamid, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. HOPPE Yannick, M. EL KOURADI Fouad, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, Mme MOREIRA Véronique, M. MORIN Sébastien, M. NICOLAS Frédéric, Mme PINHEIRO Amélie, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGNA Fatou, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, M. WATTEZ Robert, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme ARAB Dalila, M. ATTIORI Olivier, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GATIGNON Stéphane, M. GRAMFORT Mathieu, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. MAHMOUDI Yacine, Mme MARCHOIS Maryline, M. MEIGNEN Thierry, M. MIGNOT Didier, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, Mme VANDENABELLE Bernadette.
<u>AYANT DONNE POUVOIR A</u>	M. BAILLON Jean-François, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme LAGNEAU Muriel, M. MONTES Mathieu, Mme MABCHOUR Najet, Mme SAGNA Fatou, M. MANGIN Anthony, M. AMARI Farid, M. HOPPE Yannick, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme DE CARVALHO Virginie, M. ZANGRILLI François, M. CARRE Julien, Mme YERRO Georges-Marie.
<u>ABSENTS</u>	Mme AUTAIN Clémentine, M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, Mme DELMAS Anne-Marie, M. LAURENT Daniel, M. MARIOT Claude, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme MISSOUR Sabrina

DELIBERATION N°13 – URBANISME – DUGNY – APPROBATION DU PLU DE DUGNY

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Yannick HOPPE,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L5219-5,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-14 et suivants, et R153-3 et suivants,
Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et renouvellement urbain,
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu le Programme local de l'habitat de l'ancienne communauté d'agglomération de l'Aéroport du Bourget approuvé en mai 2012,
Vu le Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie d'Ile-de-France adopté par arrêté du Préfet de la région d'Ile-de-France, le 14 décembre 2012,
Vu le projet de PCAET arrêté par le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol réuni le 24 juin 2019,
Vu le Schéma régional de cohérence écologique d'Ile-de-France approuvé le 26 septembre 2013,
Vu le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé par décret le 27 décembre 2013,
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
Vu le décret n°2015-1655 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole de Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,
Vu le Plan de déplacement urbains de la Région Ile-de-France approuvé le 19 juin 2014,
Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie 2010-2015,
Vu la délibération du 17 décembre 2007 du conseil municipal de la commune de Dugny approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200203-13-03-02-2020-DE
Date de télétransmission : 11/02/2020
Date de réception préfecture : 11/02/2020

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Dugny des 15 juin 2009, 9 mai 2011, 14 novembre 2011, approuvant respectivement les modifications numéros 1, 2, 3 du PLU, et la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 28 mai 2018, approuvant la modification numéro 4 du PLU de la commune de Dugny,

Vu la délibération du 2 décembre 2014 du conseil municipal de la commune de Dugny prescrivant la mise en révision du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu la délibération du 16 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Dugny portant à connaissance des membres du conseil municipal les orientations stratégiques définies par le Projet d'aménagement et de développement durables du PLU de la commune de Dugny,

Vu la délibération du 16 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Dugny portant demande faite au futur établissement public territorial 7 (EPT 7) de reprendre et achever la procédure de révision du PLU de la commune de Dugny,

Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 20 juin 2016 portant débat sur le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD),

Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 20 mars 2017 portant débat sur le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) modifié,

Vu la loi n°2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024,

Vu le décret n°2018-223 du 30 mars 2018 relatif à la réalisation du village olympique et paralympique, du village des médias et des sites olympiques pour le tir, le volley-ball et le badminton, en Seine-Saint-Denis,

Vu la délibération n°2018-20 du conseil d'administration de la SOLIDEO du 30 mars 2018 approuvant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation relative à la création de la ZAC du Cluster des Médias,

Vu la déclaration d'intention du 26 octobre 2018 relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Dugny et du schéma directeur de la Région Ile-de-France,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1904 du 15 juillet 2019 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Cluster des Médias et emportant mise en compatibilité du schéma directeur de la Région Ile-de-France et du Plan local d'urbanisme de la commune de Dugny,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Dugny du 18 juin 2019 présentée pour information avant soumission au conseil de territoire, afin qu'il constate l'achèvement de l'élaboration du projet de PLU qui peut dès lors être arrêté, qu'il prenne acte du bilan de la concertation qui s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du conseil municipal de la commune de Dugny du 2 décembre 2014,

Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 24 juin 2019 relative à l'avis sur la mise en compatibilité du PLU de Dugny,

Vu la délibération du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 24 juin 2019 relative à l'arrêt du PLU de Dugny,

Vu le déroulement de la concertation et le document en dressant le bilan,

Vu l'avis motivé de la mission régionale de l'autorité environnementale d'Ile-de-France (MRAe) du 17 octobre 2019,

Vu l'avis favorable de la commission interdépartementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CIPENAF) du 22 octobre 2019,

Vu l'arrêté n°2019-038 du 11 octobre 2019 du Président de l'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du 4 novembre au 4 décembre 2019,

Vu la décision n°E19000027/93 du 12 août 2019 du tribunal administratif de Montreuil désignant Monsieur Claude RICHER en qualité de commissaire enquêteur,

Vu les avis des Personnes publiques associées consultées sur le projet de PLU arrêté,

Vu le dossier d'enquête publique,

Vu les registres d'enquête publique et l'ensemble des remarques formulées lors de l'enquête publique,

Vu le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur remis le 8 janvier 2019,

Vu la note de synthèse concernant la révision du PLU de Dugny soumis à approbation ci-annexée, explicitant notamment le détail des modifications opérées suite aux avis des PPA et aux observations du public,

Vu le projet de PLU révisé, et notamment le rapport de présentation, le Projet d'aménagement et de développement durables, les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement, les documents graphiques et les annexes, ci annexés

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur et ses conclusions motivées, assorti de 3 recommandations et d'une réserve :

- **Recommandation 1** : définir où, quand et comment est prévu l'augmentation de capacité du collège ou la création d'un nouvel établissement ;
- **Recommandation 2** : réorganiser la circulation de façon à avoir deux voies d'accès nord-sud à la ville ;
- **Recommandation 3** : prévoir et organiser le stationnement en ville en ne restant pas uniquement sur l'idée que le déplacement alternatif va régler le problème ;
- **Réserve** : limiter les constructions à celles qui sont sur le point d'être livrées et au cluster des médias, ce qui signifie de ne pas délivrer d'autres permis de construire que ceux nécessaires pour le cluster des Médias ;

Considérant que l'augmentation de la capacité d'accueil du collège ou la création d'un nouvel établissement relève strictement de la compétence du conseil départemental de Seine-Saint-Denis,

Considérant que l'amélioration des conditions de circulation passe par la mise en place d'une politique en faveur de l'utilisation de modes de déplacements alternatifs à la voiture, telle qu'elle est prévue dans le projet de PLU révisé et en cohérence avec les documents de planification supracommunaux,

Considérant qu'aucune difficulté majeure en termes de stationnement n'a été identifiée et qu'une politique en faveur de l'utilisation de modes de déplacements alternatifs à la voiture a été mise en place dans le projet de PLU révisé, en cohérence avec les documents de planification supracommunaux,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200203-13-03-02-2020-DE
Date de télétransmission : 11/02/2020
Date de réception en préfecture : 11/02/2020

Considérant que les règles du PLU doivent favoriser le renouvellement du tissu urbain conformément aux orientations du PADD et aux documents supracommunaux afin de permettre l'évolution du parc résidentiel existant en complément des projets identifiés et que les autorisations d'urbanisme sont délivrées conformément au respect des règles du PLU,

Considérant que les remarques issues des personnes publiques associées et de l'enquête publique ne justifient que des modifications mineures à apporter au projet de PLU arrêté et que ces dernières sont listées au sein du document annexé,

Considérant donc que les recommandations et la réserve émis par le commissaire enquêteur n'appellent pas d'ultérieure modification du projet de PLU,

Considérant que les modifications mineures apportées au projet ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** la révision générale du Plan local d'urbanisme de la commune de Dugny telle qu'annexée à la présente délibération.
- **Précise** que les modifications apportées au projet de PLU de la commune de Dugny après l'enquête publique pour prendre en compte les observations du public et les avis des personnes publiques associées sont présentées dans la note de synthèse annexée à la présente délibération.
- **Précise** que, conformément au code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol (Hôtel de Ville d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de Ville) ainsi qu'à la Mairie de Dugny.
- **Précise** que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs.
- **Précise** que la présente délibération sera exécutoire conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet.
- **Précise** que le dossier de la révision générale sera tenu à la disposition du public au service urbanisme de la commune Dugny (Mairie de Dugny, 1 rue de la Résistance) aux jours et heures d'ouverture des services, ainsi que sur les sites internet de l'EPT Paris Terres d'Envol et de la commune de Dugny.

Adopté à la majorité

(61 voix pour, 1 voix contre, 2 abstentions)

Le président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200203-13-03-02-2020-DE
Date de télétransmission : 11/02/2020
Date de réception préfecture : 11/02/2020

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 47
Excusés : 15
Absents : 10

REUNION DU 28 MAI 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE DIX HUIT, le LUNDI VINGT HUIT MAI à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT DEUX MAI DEUX MILLE DIX HUIT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS :

M. AMARI Farid, M. ARDJOUNE Madani, M. ASENSI François, Mme AUTAIN Clémentine, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. EL KOURADI Fouad, M. FERREIRA Lino, M. GRAMFORT Mathieu, M. HOPPE Yannick, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARIOT Claude, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, M. MORIN Sébastien, M. NICOLAS Frédéric, Mme PINHEIRO Amélie, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme SAGNA Fatou, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, Mme YERRO Georges-Marie.

EXCUSES

Mme ARAB Dalila, M. ATTIORI Olivier, M. BARON Stéphane, M. CHABANI Hamid, Mme DUBOE Nicole, M. GATIGNON Stéphane, Mme JAOUANI Amel, Mme MABCHOUR Najet, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme VALLETON Martine, Mme VAUBAN Maryline, M. WATTEZ Robert,

AYANT DONNE POUVOIR A

M. BAILLON Jean-François, Mme MAROUN Séverine, M. MARIOT Claude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme DE CARVALHO Virginie, M. GRAMFORT Mathieu, M. ARDJOUNE Madani, Mme SAGNA Fatou, M. MONTES Mathieu, Mme VANDENABELLE Bernadette, M. CHALLIER Guy, Mme DELMAS Anne-Marie, M. LAURENT Daniel, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme ELSODY Arhella, M. MEIGNEN Thierry, Mme MOREIRA Véronique, Mme SAGO Aïssa, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, M. VAZ Micaël, M. ZANGRILLI François.

SECRETAIRE DE

Mme Muriel LAGNEAU

SEANCE

DELIBERATION N°34 – PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DUGNY – APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Séverine LEVE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5219-5,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-45 et suivants concernant les modifications simplifiées du PLU,

Vu la délibération du 17 décembre 2007 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu la délibération n°2009/42 de juin 2009 approuvant la première modification du plan local d'urbanisme,

Vu la délibération n°2011/28 de mai 2011 approuvant la deuxième modification du plan local d'urbanisme,

Vu la délibération n°2011/118 de novembre 2011 approuvant la troisième modification du plan local d'urbanisme,

Vu la délibération n°2014/147 en date du 02 décembre 2014 prescrivant la mise en révision du PLU,

Vu la délibération n°2015-121 en date du 16 décembre 2015 portant demande faite au futur établissement public territorial 7 (EPT 7) de reprendre et achever la procédure de révision du PLU de la commune de Dugny,

Vu la délibération n°132 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 13 novembre 2017 sur les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°4 du PLU de la commune de Dugny,

Vu l'avis du syndicat des eaux d'Ile-de-France en date du 19 février 2018,

Vu l'avis du groupe ADP en date du 20 février 2018,

Vu l'avis de la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 14 février 2018,

Vu l'avis du réseau de transport d'électricité en date du 26 janvier 2018,

Vu l'avis de la chambre de commerce et de l'industrie de la Seine-Saint-Denis en date du 6 mars 2018,

Vu l'avis du conseil départemental du Val d'Oise en date du 3 avril 2018,

Vu l'absence d'observation de la mission régionale d'autorité environnementale d'Ile-de-France en date du 31 mars 2018,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20180528-34-28-05-2018-DE
Date de télétransmission : 13/06/2018
Date de réception préfecture : 13/06/2018

Vu le dossier relatif à la modification simplifiée n°4 du PLU, ci-annexé,
Vu le rapport de présentation afférent à la présente délibération,

Considérant que les différents ajustements du PLU de Dugny visent à asseoir la volonté de développer la ville de Dugny dans le sens affiché par la procédure de révision actuellement en cours et qui ne pourra s'achever rapidement,
Considérant que le conseil de territoire du 13 novembre 2017 a approuvé les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°4 du PLU de Dugny,

Considérant que ces ajustements mineurs du PLU de Dugny s'avèrent nécessaires pour mieux répondre aux projets engagés qui confortent d'ores-et-déjà les objectifs fixés par la municipalité et l'EPT Paris terres d'Envol dans le cadre de la procédure de révision du PLU en cours,

Considérant que les différents ajustements prévoient ainsi d'accompagner le développement d'un projet de construction de logements dans le quartier du Pont-Yblon, à proximité immédiate de l'école du Colonel Fabien,

Considérant que le projet d'aménagement à l'étude sur le secteur du Colonel Rozanoff, situé au Nord et à proximité immédiate du parc de l'Aire des Vents constitue un fort potentiel stratégique en terme de développement urbain pour la ville,

Considérant les problématiques de relation de voisinage liées aux activités de réparation automobile dans le quartier pavillonnaire de la Comète,

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir autoriser l'implantation de petits commerces et d'activités de services qui ne produisent pas de nuisance dans certains secteurs,

Considérant que, pour les raisons évoquées précédemment, plusieurs ajustements sont prévus :

- sur le plan de zonage, d'étendre à l'extrême Est la zone UEB qui inclut la cité du Pont Yblon à la zone UI, correspondante actuellement à l'école du Colonel Fabien et aux activités afin d'harmoniser le quartier et en prévision de l'arrivée de la ligne 17 du Grand Paris Express,
- sur le plan de zonage, d'étendre la zone UEc au Nord du parc de l'Aire des Vents à la partie sud de la zone UGb, correspondante au périmètre du quartier du Colonel Rozanoff, pour permettre le développement d'un projet cohérent en lien avec la volonté communale,
- en termes réglementaires, il s'agit de modifier les articles UG 1, UG 2 et UEB afin, d'une part, de permettre l'occupation et utilisation du sol à usage d'habitation et l'implantation de petits commerces et artisans dans la zone UG, de maintenir l'interdiction de construire de nouveaux ateliers de réparation automobile dans la zone UGb, et d'autre part d'ajouter une règle de majoration des droits à construire dans la zone UEB dans le cas où un équipement d'intérêt collectif et services publics serait prévu en rez-de-chaussée.

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n°4 du PLU de Dugny, qui s'est déroulée du 5 février 2018 au 12 mars 2018 inclus, il a été recueillies sur les registres 10 observations de la part de 3 personnes qui demeurent sans conséquence sur le projet de modification simplifiée,

Considérant qu'il convient de noter que, suite à la consultation des personnes publiques associées, aucun avis défavorable n'a été reçu et que seule la chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis a émis des réserves concernant l'autorisation d'implanter de petites cellules commerciales et/ou artisanales dans les secteurs UGb,

Considérant que la municipalité souhaite néanmoins maintenir cette règle afin de permettre aux petites cellules commerciales et artisanales qui ne produisent pas de nuisances de s'implanter dans certains quartiers jusqu'alors déconnectés du centre-ville,

Considérant que le dossier de réponses aux remarques déposées dans les registres et aux avis des personnes publiques associées n'appelle pas à revoir les modifications envisagées dans le cadre de la présente modification simplifiée,

Après avoir délibéré,

- **Approuve** la modification simplifiée n°4 du plan local d'urbanisme de la commune de Dugny, conformément au dossier annexé à la présente délibération.
- **Autorise** le président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou en cas d'absence ou d'empêchement son représentant délégué, à signer tous documents relatifs à la présente délibération.
- **Précise** que cette délibération, qui sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées, produira ces effets juridiques dès l'exécution des mesures de publicité conformément aux dispositions du code de l'urbanisme édictées aux articles R. 153-20 et suivants, avec notamment mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales.

Adopté à l'unanimité
(60 voix pour, 2 abstentions)

 Le président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20180528-34-28-05-2018-DE
Date de télétransmission : 13/06/2018
Date de réception préfecture : 13/06/2018

EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Le nombre des Conseillers Municipaux
en exercice est de 29*

SÉANCE DU 14 NOVEMBRE 2011

L'an deux mil onze, le quatorze novembre à 15 heures 15,

LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le huit novembre, s'est assemblé à la salle Henri SALVADOR sous la présidence de monsieur André VEYSSIERE, maire.

PRÉSENTS : M. VEYSSIERE, maire, Mme MATYNIA, Mme BARDIN, M. ADAM, M. ELLUL, Mme BONAL, M. DESTERNES, adjoints au maire, Mme GRUSON, M. CATTIAUX, M. CLAVEL, Mmes PEREIRA, COLLET, M. DIAKITE, Mme JENNER, M. PICHOT-MAUFROY, Mme GESELL, M. DELORME, Mme OBLIN, Mme GHAZALI, MM. TOUMI, DELPLACE, conseillers municipaux formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS EXCUSÉS ET REPRÉSENTÉS :

M. DUMAREIX, adjoint au maire, représenté par M. VEYSSIERE, maire,
Mme VILLENEUVE, adjointe au maire, représentée par Mme MATYNIA, adjointe au maire,
Mme DHENNIN, conseillère municipale, représentée par Mme BONAL, adjointe au maire,
Mme SOBCZAK, conseillère municipale, représentée par M. CATTIAUX, conseiller municipal,
M. MEAULLE, conseiller municipal, représenté par Mme BARDIN, adjointe au maire,
Mme LEVE, conseillère municipale, représentée par M. CLAVEL, conseiller municipal,
M. PRACHT, conseiller municipal, représenté par M. DELPLACE, conseiller municipal.

ABSENTS :

M. KOUSSA, conseiller municipal.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. ELLUL

2011 / 118 – APPROBATION DE LA TROISIEME MODIFICATION DU PLU DE DUGNY

Le conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-13 modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, R.123-19 modifié par le décret 2005-935 du 2 août 2005, R123-21-1 modifié par le décret n°2009-722 du 18 juin 2009, et L300-2 modifié par la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003,

VU la loi n°2000-1028 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

VU la loi n°2003-590 du 02 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat,

VU la loi n° 2009-179 du 17 février 2009, pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement,

VU le décret 2005-935 du 2 août 2005, relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement,

VU le décret n°2007-18 du 05 janvier 2007, relatif à la réforme des autorisations d'urbanisme,

VU le décret n°2009-722 du 18 juin 2009, pris pour l'application des articles 1er et 2 de la loi n° 2009-179 du 17 février 2009,

VU la circulaire du 31 juillet 2003, relative au volet urbanisme de la loi urbanisme et habitat,

VU la délibération du conseil municipal en date du 22 juin 1998, ayant approuvé le plan d'occupation des sols,

VU la délibération du conseil municipal en date du 31 janvier 2003, ayant prescrit la révision du POS,
VU la délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2007, arrêtant le projet de PLU,
VU la délibération n°2007/121 du conseil municipal en date du 17 décembre 2007, approuvant le PLU,
VU la délibération n°2009/42 du conseil municipal en date du 15 juin 2009, approuvant la 1^{ère} modification du PLU,
VU la délibération n°2011/28 du conseil municipal en date du 09 mai 2011 approuvant la 2^{ème} modification du PLU,
VU l'arrêté du maire n° 2009-05 du 13 janvier 2009, prescrivant l'enquête publique pour la 1^{ère} modification du PLU,
VU l'arrêté du maire n°2010-92 du 29 novembre 2010, prescrivant l'enquête publique pour la 2^{ème} modification du PLU,
VU l'arrêté du maire n° 2011-81 du 08 août 2011, prescrivant l'enquête publique pour la 3^{ème} modification du PLU,
VU l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil n°E11000024 /93, en date du 27 juillet 2011, désignant Monsieur CORBEAU Fabrice en qualité de commissaire-enquêteur pour l'enquête publique relative au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur annexé à la présente délibération et au dossier du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Dugny,

CONSIDÉRANT le rapport présentant la troisième modification,

CONSIDÉRANT que les modifications apportés au PLU ont pour objet de :

- a) *permettre l'implantation d'équipements publics et d'intérêt collectif,*
- b) *préciser les règles de prospect dans la zone UZ,*

CONSIDÉRANT le rapport du Commissaire enquêteur, enregistré en mairie le 2 novembre 2011, et émettant un avis favorable incitant à prendre en considération les remarques du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, prises en compte dans le règlement et annexées au dossier de modification du PLU de la ville de Dugny,

CONSIDÉRANT les remarques des Aéroports de Paris concernant des ajustements à apporter sur certains articles ont été prises en considération pour partie, et annexées au dossier de modification du PLU de la ville de Dugny,

CONSIDÉRANT que les résultats de ladite enquête publique nécessitent une modification mineure par ajout de pièces annexes, n'entraînant pas de remise en cause majeure du projet soumis à enquête publique,

CONSIDÉRANT que le projet de modification du PLU de la Ville de Dugny, tel présenté au Conseil Municipal, peut être soumis à l'approbation des élus de l'assemblée municipale,

CONSIDÉRANT l'avis du Bureau municipal en séance du 08 novembre 2011 sur le principe de la procédure de troisième modification du PLU de la ville de Dugny,

ENTENDU le rapport de monsieur le Maire,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ

Article 1^{er}

ADMET que la présente modification du PLU de la ville de Dugny a pour objet de permettre l'implantation d'équipements publics et d'intérêt collectif,

Article 2

CONÇOIT que la présente modification du PLU de la ville de Dugny a pour objet de préciser les règles de prospect dans la zone UZ,

Article 3

AUTORISE par la présente modification du PLU de la ville de Dugny de favoriser la réalisation d'une entrée de ville correspondant aux études de requalification en cours en organisant la possibilité d'y implanter un bâtiment « signal » destiné à l'identifier,

Article 4

APPROUVE la 3^{ème} modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal, et dont les documents sont tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture de Seine-Saint-Denis,

Article 5

DIT que ces documents sont joints à la décision du Conseil Municipal,

Article 6

DECLARE que la délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois avec publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une mention dans deux journaux conformément aux articles R 123-24 et 25 du Code général des collectivités territoriales,

Article 7

PRECISE que la délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de Seine-Saint-Denis,

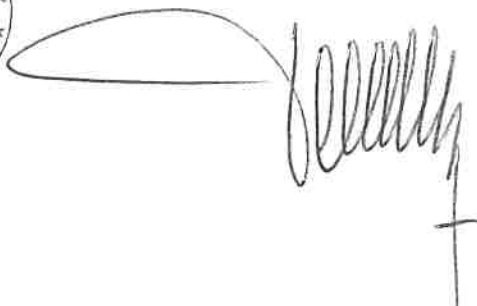
Article 8

AUTORISE monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette modification du plan local d'urbanisme de DUGNY.

CERTIFIE EXECUTOIRE PAR LE MAIRE	
COMPTE TENU DE :	
la réception en préfecture	
le 23 NOVEMBRE 2011	
la publication le 23 NOVEMBRE 2011	
la notification le	
L'E MAIRE	
	



Ainsi fait et délibéré
Pour expédition conforme
Le maire



EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Le nombre des Conseillers Municipaux
en exercice est de 29*

SÉANCE DU 09 MAI 2011

L'an deux mil onze, le neuf mai à 19 heures,

LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le trois mai, s'est assemblé à la salle Henri SALVADOR sous la présidence de monsieur André VEYSSIERE, maire.

PRÉSENTS : M. VEYSSIERE, maire, Mme MATYNIA, M. DUMAREIX, Mme BARDIN, M. ADAM, Mme VILLENEUVE, M. ELLUL, Mme BONAL, M. DESTERNES, adjoints au maire, Mme GRUSON, M. CATTIAUX, Mmes DHENNIN, SOBCZAK, M. CLAVEL, Mmes PEREIRA, COLLET, M. DIAKITE, Mme JENNER, MM. MÉAULLE, PICHOT-MAUFROY, Mme GESELL, M. DELORME, Mme LEVÉ, Mmes GHAZALI, OBLIN, MM. PRACHT, DELPLACE conseillers municipaux formant la majorité des membres en exercice.

ABSENT EXCUSÉ ET REPRÉSENTÉ :

M. TOUMI, conseiller municipal, représenté par Mme OBLIN, conseillère municipale,

ABSENT :

M. KOUSSA, conseiller municipal.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme BONAL

2011/28 - APPROBATION DE LA 2^{ème} MODIFICATION DU PLU DE LA VILLE DE DUGNY

Le conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-13 modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, R.123-19, modifié par le décret 2005-935 du 2 août 2005, R123-21-1 modifié par le décret n°2009-722 du 18 juin 2009, et L300-2 modifié par la loi 2003-590 du 2 juillet 2003,

VU la loi n°2000-1028 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

VU la loi n°2003-590 du 02 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat,

VU la circulaire du 31 juillet 2003, relative au volet urbanisme de la loi urbanisme et habitat,

VU le décret n°2007-18 du 05 janvier 2007, relatif à la réforme des autorisations d'urbanisme,

VU la délibération du conseil municipal en date du 31 janvier 2003, ayant prescrit la révision du POS,

VU la délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2007, arrêtant le projet de PLU,

VU la délibération du conseil municipal n°2007/121 en date du 17 décembre 2007, approuvant le PLU,

VU l'arrêté du maire n° 2009-05 du 13 janvier 2009, prescrivant l'enquête publique pour la 1^{ère} modification du PLU,

VU la délibération du conseil municipal n°2009/42 en date du 17 décembre 2009, approuvant la 1^{ère} modification du PLU,

VU l'arrêté du maire n° 2010-92 du 29 novembre 2010, prescrivant l'enquête publique pour la 2^{ème} modification du PLU, soit durant la période du 20 décembre 2010 au 26 janvier 2011,

VU l'ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Montreuil n°E10000046/93 en date du 17 novembre 2010 désignant Monsieur CABRITA Guy-Michel en qualité de Commissaire-Enquêteur pour l'enquête publique relative au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur annexés à la présente délibération et au dossier du Plan Local d'Urbanisme,

CONSIDERANT le rapport présentant la deuxième modification,

CONSIDERANT que les modifications apportées au PLU portent sur :

- a) la transformation de la zone AUd en zone UZ, correspondant à la zone aéroportuaire,
- b) la précision des articles UZ1 et UZ2 du règlement afin de permettre l'accueil d'activités tertiaires et industrielles.

CONSIDERANT le rapport du Commissaire-Enquêteur émettant un avis favorable incitant à prendre en considération les remarques du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France,

CONSIDERANT que les résultats de ladite enquête publique nécessitent une modification mineure par ajout de pièces annexes, n'entraînant pas de remise en cause majeure du projet soumis à enquête publique, que le projet de modification tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

CONSIDERANT l'avis Préfet de Seine-Saint-Denis quant au rapport du Commissaire-Enquêteur, par courrier en date du 7 février 2011, et précisant que « cette modification n'appelle pas de remarque spécifique du point de vue réglementaire »,

CONSIDERANT l'avis du Bureau municipal en séance du 3 mai 2011,

ENTENDU le rapport de monsieur le Maire,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ

ADMET que la modification du PLU de la ville de DUGNY a pour objet de permettre l'accueil d'activités économiques en synergie avec l'aviation et les activités aéroportuaires,

CONVIENT que les modifications apportées au PLU portent sur :

- c) la transformation de la zone AUd en zone UZ, correspondant à la zone aéroportuaire,
- d) la précision des articles UZ1 et UZ2 du règlement afin de permettre l'accueil d'activités tertiaires et industrielles.

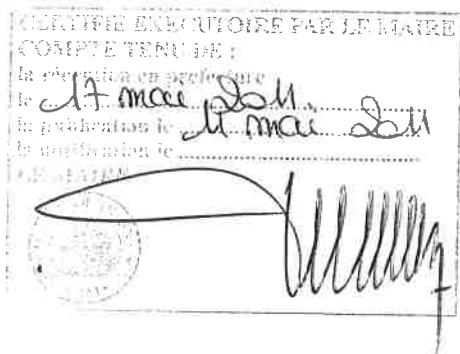
APPROUVE la modification du plan local d'urbanisme, telle présentée au conseil municipal, qui est tenue à la disposition du public en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la préfecture,

DIT que ces documents sont joints à la décision du Conseil municipal,

DECLARE que la délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois avec publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une mention dans deux journaux conformément aux articles R 123-24 et 25 du CGCT,

PRECISE que la délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet,

AUTORISE monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette modification du plan local d'urbanisme de DUGNY.



Ainsi fait et délibéré
Pour expédition conforme
Le maire



EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

*Le nombre des Conseillers Municipaux
en exercice est de 29*

SÉANCE DU 15 JUIN 2009

L'an deux mil neuf, le quinze juin à 19 heures,

LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué le 8 juin 2009, s'est assemblé à l'espace Victor Hugo sous la présidence de monsieur André VEYSSIERE, maire.

PRÉSENTS : M. VEYSSIERE, maire, Mme MATYNIA, M. DUMAREIX, Mme BARDIN, M. ADAM, M. ELLUL, Mme BONAL, M. DESTERNES, adjoints au maire, Mme GRUSON, M. CATTIAUX, Mmes DHENNIN, SOBCZAK, M. CLAVEL, Mme COLLET, M. DIAKITE, Mme JENNER, MM. MÉAULLE, PICHOT-MAUFROY, Mme GESELL, M. DELORME, Mme LEVÉ, M. KOUSSA, Mme OBLIN, M. PRACHT, Mme GHAZALI, M. DELPLACE, conseillers municipaux formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS EXCUSÉS ET REPRESENTÉS :

Mme VILLENEUVE adjointe au maire, représentée par Mme BARDIN, adjointe au maire,
M. TOUMI conseiller municipal, représenté par M. PRACHT, conseiller municipal.

ABSENTE EXCUSÉE :

Mme PEREIRA

SECRETAIRE DE SEANCE : M. DUMAREIX

2009/42 - APPROBATION DE LA 1^{ère} MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

VU la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

VU la loi du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et l'habitat,

VU l'article L 123-13 alinéas 3, 4 et 5 du code de l'urbanisme concernant les procédures de révision de POS et les articles R 123-13 et 19, et R 123-24 et 25,

VU la délibération du conseil municipal en date du 22 juin 1998 ayant approuvé le plan d'occupation des sols,

VU la délibération du conseil municipal en date du 31 janvier 2003 ayant prescrit la révision du POS,

VU la délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2007 arrêtant le projet de PLU,

VU la délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2007 approuvant le PLU,

VU l'arrêté du maire n° 2009-05 du 13 janvier 2009 prescrivant l'enquête publique pour la 1^{ère} modification du PLU,

CONSIDÉRANT les avis des personnes publiques associées consultées sur la modification du PLU,

CONSIDÉRANT le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, chargé de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 février au 24 mars 2009,

CONSIDÉRANT les observations de la population recueillies lors de l'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur,

CONSIDÉRANT la tenue d'une réunion publique à la date du 3 juin 2009,

CONSIDÉRANT que la ville de Dugny a décidé de revoir en partie les objets de la modification tels que ceux présentés dans le projet soumis à enquête publique,

CONSIDERANT que la modification, telle qu'elle est présentée peut être soumise à l'approbation du conseil municipal,
CONSIDÉRANT l'avis favorable du Bureau municipal en date du 8 juin 2009,
Entendu le rapport de monsieur le maire,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL PAR
23 voix POUR
5 ABSTENTIONS

APPROUVE la 1^{ère} modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal.

DIT que la délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois avec publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une mention dans deux journaux conformément aux articles R 123-24 et 25.

DIT que la délibération deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

DIT que le dossier définitif de la 1^{ère} modification du PLU telle qu'approuvée par le conseil municipal est tenu à la disposition du public en mairie au jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la préfecture.

AUTORISE monsieur le maire, ou son représentant, à signer tout document administratif et juridique relatif à cette 1^{ère} modification du PLU de la ville de Dugny.



Ainsi fait et délibéré
Pour expédition conforme
Le maire